

Conseil Café-Cacao et Ghana COCOA BOARD

30 Novembre 2020.

ATTAQUE CONTRE LE REVENU DES PRODUCTEURS DE CACAO PAR LES CHOCOLATIERS / COMPAGNIES

Il est un fait bien connu que l'acteur le moins payé de la chaîne d'approvisionnement mondiale du cacao est le producteur. L'industrie l'a reconnu depuis plus d'une décennie maintenant avec la mise en place des programmes de certification et de durabilité, assortis de primes, destinées à améliorer la situation des producteurs et à remédier ainsi au déséquilibre au sein de la chaîne de valeur.

Dans la poursuite du même objectif, la rencontre des parties prenantes sur des revenus décents pour les producteurs, qui s'est tenue à Accra du 11 au 12 juin 2019, et à Abidjan le 3 juillet 2019, a conclu que les cacaoculteurs de la Côte d'Ivoire et du Ghana bénéficieraient d'une meilleure rémunération en leur accordant un Différentiel de Revenu Décent (DRD) de 400 \$ pour chaque tonne de cacao vendue par les deux pays à partir de la saison 2020-2021.

L'engagement en faveur de cette cause a été appliqué par les deux pays qui ont intégré le DRD dans l'augmentation du prix au producteur de plus de 20% pour la campagne 2020-2021.

En violation de ce qui a été convenu, certains chocolatiers et maisons de commerce adoptent des stratégies secrètes pour contourner le mécanisme d'amélioration des revenus des producteurs dans l'optique de le faire échouer.

Le Conseil du Café-Cacao et le Ghana Cocoa Board considèrent cette attitude malheureuse et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les plus de 3 millions de producteurs de l'appauvrissement. Nous nous sommes toujours battus pour une chaîne de valeur équitable où le droit à des profits massifs ne devrait pas être exercé à tout prix, en particulier aux dépens des producteurs sans défense.

Nous sommes très conscients des stratégies des marques et maisons de commerce, telles que :

- I. réduire la couverture du marché ;
- II. annuler les contrats à terme qui ont été enregistrés auprès de certaines maisons de commerce avec le DRD ;
- III. réduire fortement les achats à terme et l'adoption d'une stratégie d'achat spot ;
- IV. changer les recettes de chocolat en utilisant moins de fèves ivoiriennes et ghanéennes qui sont connues pour leur saveur particulière, dupant ainsi le consommateur ;
- V. Utiliser plus de substituts/équivalents de beurre de cacao, réduisant ainsi le goût réel, les valeurs nutritionnelles et sanitaires de leurs produits, et duper ainsi le consommateur ;
- VI. manipuler le marché à terme au détriment du revenu du producteur.

Comment une entreprise comme Olam qui a beaucoup investi dans nos deux pays peut-elle poursuivre une stratégie de réduction du cacao de Côte d'Ivoire et du Ghana de leurs recettes ?

Et comment Mars, l'un des plus gros acheteurs de beurre de cacao, peut-il retirer la majeure partie de ses achats auprès de ses transformateurs traditionnels et transférer l'achat à JB Cocoa et Guan Chong Berhad (GCB Cocoa) juste pour éviter de payer le DRD qui sortira les pauvres producteurs ouest-africains de la pauvreté abjecte. Il est évident que la décision secrète de Mars a conduit à l'effondrement des ratios de beurre à environ 2,10 (DRD non inclus). Comment expliquer que Mars qui dirige la World Cocoa Foundation (WCF) et est supposé prendre fait et cause pour le bien-être du petit producteur ouest-africain soit plutôt dans des intrigues visant à aggraver l'appauvrissement du pauvre agriculteur ?

Comment expliquer l'acte ignoble de Hershey de manipuler et serrer le marché à terme de New York juste pour faire un profit marginal et appauvrir trois millions de producteurs en Afrique de l'Ouest en évitant de payer le DRD ? Comment expliquer l'implication de Blommer Chocolate dans l'étreinte de Hershey et sa société sœur Itochu Japan qui tentent d'annuler les contrats DRD ?

Il est regrettable de voir que les mêmes groupes chocolatiers qui ont été les premiers à soutenir le DRD sont également les premiers à le torpiller clandestinement. Ils disent une chose à la presse et font le contraire sur le marché.

Le DRD est mieux adapté pour améliorer les revenus de tous les producteurs car il a un impact direct sur chaque agriculteur, contrairement aux projets de certification / durabilité qui n'affectent qu'une très petite proportion d'entre eux (moins de 10%) Nous avons toujours été d'avis que le DRD ne vise pas à remplacer les programmes de certification/durabilité, et que ceux-ci ne peuvent pas non plus être efficaces sans le DRD. Les deux sont complémentaires et se renforcent, en outre le DRD est universel.

Le Conseil du Café-Cacao et le Ghana Cocoa Board ont pris note des récentes actions entreprises par Hershey sur le marché américain de l'ICE notamment s'approvisionner en fèves de cacao sur le terme pour éviter de payer le DRD. C'est une stratégie contraire à l'éthique, adoptée par les deux sociétés américaines et qui montre une manipulation claire du marché à terme au détriment des revenus des pauvres producteurs.

Nous nous opposons vivement aux stratagèmes contre le DRD. En des termes non équivoques, nous ne permettrons pas que le DRD soit soumis aux caprices des plateformes commerciales coloniales comme le marché à terme du cacao ou d'être ébranlé.

En conséquence, Le Conseil du Café-Cacao et le Ghana Cocoa Board suspendent toute collaboration avec la Cocoa Merchants Association of America (CMAA) pour avoir été complice avec des entreprises américaines contre les pauvres producteurs de cacao d'Afrique de l'Ouest.

Le Conseil du Café-Cacao et le Ghana Cocoa Board réexaminent actuellement leur adhésion à la Fédération du Commerce de Cacao (FCC) et communiqueront officiellement leur décision conjointe en temps voulu.

Le Conseil du Café-Cacao et le Ghana Cocoa Board réexaminent également les incitations et les agréments accordés aux membres de la FCC qui rejettent directement ou subtilement le DRD. La décision conjointe sera également communiquée en temps voulu.



KONE BRAHIMA YVES
DIRECTEUR GENERAL
LE CONSEIL DU CAFE-CACAO



HON JOSEPH BOAHEN AIDOO
CHIEF EXECUTIVE
GHANA COCOA BOARD